

Non au système d'écoutes téléphoniques Verint

28.01.2014

Categories: Embargo militaire

BDS a diffusé le 28.11.2013 une prise de position contre le contrat avec les "grandes oreilles" de VERINT, une compagnie israélo-américaine étroitement liée aux services de renseignements israéliens.

[Téléchargé le communiqué](#)

NON AU SYSTEME D'ECOUTES TELEPHONIQUES VERINT

Après le projet d'achat de drones israéliens...

Depuis une année, BDS CH mène une campagne contre le projet d'achat de 6 drones israéliens pour l'armée suisse. Cet automne, le Parlement devrait approuver l'achat soit du Heron 1 d'Israel Aerospace Industries (IAI) soit du Hermes 900 d'ELBIT Systems. Or ces deux compagnies se vantent « d'avoir testé leurs produits sur le terrain », c'est à dire sur les Palestiniens, placés sous contrôle permanent et victimes d'assassinats ciblés par l'armée israélienne. Selon le Centre Palestinien de droits de l'homme (PCHR), depuis 2004, 636 Palestiniens, dont 392 civils – 184 enfants et 14 femmes – ont été tués et 438 autres, dont 401 civils, blessés lors des attaques menées par des drones israéliens.

... signature d'un contrat avec de « grandes oreilles » israéliennes

Maintenant nous apprenons que le gouvernement suisse vient de passer un contrat pour un système d'écoutes téléphoniques pour les polices et les justices cantonales et fédérales avec la compagnie israélo-américaine VERINT. Or cette compagnie, étroitement liée aux services secrets israéliens, est soupçonnée d'avoir installé des accès secrets dans les logiciels vendus à d'autres Etats et elle a travaillé avec le NSA dont les pratiques de surveillance et d'écoute ont défrayé la chronique. Ce nouveau contrat est un nouveau pas dans la complicité entre la Suisse face à un Etat dont les violations systématiques du droit international sont documentées depuis longtemps.

En une décennie, Israël est devenu le 6ème plus grand exportateur d'armes dans le monde et, avec les Etats-Unis, un des leaders mondiaux dans l'exportation de drones. Au même temps, le pays s'est profilé comme expert dans les produits de « sécurité intérieure » : contrôle de foules et des manifestations, construction de murs, grillages électroniques, caméras de surveillance, écoutes téléphoniques et localisation biométrique. Quel autre pays peut se vanter d'avoir l'expérience de presque 50 ans d'occupation, d'innombrables guerres avec ses voisins, du contrôle et de la surveillance de la population et de régions dans les Territoires Occupés Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza ?

Au lieu de remplir ses obligations comme signataire de la 4ème convention de Genève censée protéger les populations civiles en situation de conflit armé et d'autres traités du droit international, la Suisse renforce ses liens avec le complexe militaire et sécuritaire d'un Etat qui poursuit dans l'impunité son régime d'occupation prolongée, de colonisation et d'apartheid. Cette complicité est d'autant plus choquante qu'elle concerne des technologies de surveillance et de répression sophistiquées qui se développent à une vitesse accélérée, dans la plus grande opacité, et minent de plus en plus les droits et principes fondamentaux – par exemple le droit à la sphère privée, l'obligation de proportionnalité dans les opérations militaires et de surveillance et l'interdiction d'exécutions extrajudiciaires sauf dans des cas absolument exceptionnels.

BDS Suisse s'oppose à tout contrat du gouvernement Suisse avec des entreprises de l'industrie militaire et sécuritaire israélienne. De tels contrats constituent une prime à la politique de colonisation, de répression et d'apartheid menée par l'Etat d'Israël.